

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Madame Patricia Trudel, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 19 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Fonds local d'investissement	31
Fonds local de solidarité	33
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	35
Excédent (déficit) accumulé	36
Avantages sociaux futurs	40

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	47
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT

Aux membres du conseil de la Municipalité Régionale de Comté de Rivière-du-Loup,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup (Municipalité régionale de comté), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité régionale de comté au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité n'a pas été en mesure d'évaluer si un montant aurait dû être comptabilisé en passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré et l'exercice précédent, en raison des incidences éventuelles de cette limitation sur l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité régionale de comté conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité régionale de comté inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité régionale de comté à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et

RAPPORT

d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité régionale de comté ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité régionale de comté.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité régionale de comté;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité régionale de comté à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité régionale de comté à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Municipalité régionale de comté pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Municipalité régionale de comté, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Mallette S.E.N.C.R.L., Pascal Briand, CPA auditeur, permis de comptabilité no.144432
Saint-Pascal, le 17 juin 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Revenus			
Taxes	1		
Compensations tenant lieu de taxes	2		
Quotes-parts	3	6 180 064	5 216 142
Transferts	4	4 585 583	3 818 383
Services rendus	5	168 160	121 037
Imposition de droits	6	582 944	578 515
Amendes et pénalités	7	40 628	39 375
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	352 511	316 814
Autres revenus	10	3 470 826	4 223 620
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11	2 025 957	(973 067)
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	17 406 673	13 340 819
Charges			
Administration générale	14	2 068 845	1 819 523
Sécurité publique	15	651 827	406 951
Transport	16	1 521 834	1 418 894
Hygiène du milieu	17	1 008 265	1 103 347
Santé et bien-être	18	528 859	375 530
Aménagement, urbanisme et développement	19	6 323 946	6 570 112
Loisirs et culture	20	2 797 932	2 014 547
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	47 147	47 276
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	14 948 655	13 756 180
Excédent (déficit) lié aux activités	25	2 458 018	(415 361)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	643 987	1 059 348
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		
Solde redressé	28	643 987	1 059 348
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	3 102 005	643 987

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 302 141	3 261 361
Débiteurs (note 5)	2	2 468 071	2 009 478
Prêts (note 6)	3	1 821 877	1 902 299
Placements de portefeuille (note 7)	4	5 455 418	5 743 308
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(2 134 914)	(4 160 871)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	10 912 593	8 755 575
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		1 809 220
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 955 087	2 037 422
Revenus reportés (note 11)	12	2 859 412	2 980 346
Dette à long terme (note 12)	13	7 270 403	5 141 573
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	12 084 902	11 968 561
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 172 309)	(3 212 986)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	4 130 572	3 751 202
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	143 742	105 771
	23	4 274 314	3 856 973
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	3 102 005	643 987
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	3 102 005	643 987
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	3 102 005	643 987

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	2 458 018	(415 361)
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	560 359)	(556 703)
Produit de cession	3		
Amortissement	4	180 713	179 310
(Gain) perte sur cession	5	276	
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(379 370)	(377 393)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10		
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(37 971)	(12 782)
	13	(37 971)	(12 782)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	2 040 677	(805 536)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(3 212 986)	(2 407 450)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(3 212 986)	(2 407 450)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(1 172 309)	(3 212 986)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 458 018	(415 361)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	180 713	179 310
Autres			
▪ PMC FLI et FLS	3.1	136 223	9 648
▪ Provision moins-value	3.2		
▪ Perte sur cession d'immobilisations	3.3	276	
	4	2 775 230	(226 403)
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(458 593)	(75 150)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(82 335)	332 829
Revenus reportés	8	(120 934)	563 292
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12	(37 971)	(12 782)
	13	2 075 397	581 786
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	560 359) (	556 703)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(560 359)	(556 703)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	2 723 457) (	(378 317))
Remboursement ou cession	20	641 699	767 653
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	(904 574)
Cession	22	287 890	
	23	(1 793 868)	241 396
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	2 351 000	
Remboursement de la dette à long terme	25 (	195 100) (	321 900)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(1 809 220)	743 645
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(27 070)	5 808
Autres			
▪	28.1		
	29	319 610	427 553
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	40 780	694 032
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 261 361	2 567 329
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	3 261 361	2 567 329
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	3 302 141	3 261 361

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité Régionale de Comté de Rivière-du-Loup (MRC) est un organisme municipal constitué en vertu d'un décret du conseil exécutif du Gouvernement du Québec daté du 23 septembre 1981.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la MRC excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la MRC et du Centre local de Développement (CLD) de la région de Rivière-du-Loup (100%). Il s'agit d'une consolidation ligne par ligne.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

La MRC participe aux partenariats suivants qui se qualifient en tant qu'entreprises municipales et qui sont comptabilisés selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation en proportion du pourcentage de détention:

Régie intermunicipale de l'Énergie du Bas-Saint-Laurent : 11.25 %

Parc Éolien communautaire Viger-Denonville, S.E.C. : 49.99 %

Société d'Économie Mixte d'Énergie Renouvelable (SEMER) : 30 % (2023 - 40 %)

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité d'exercice est appliquée pour les revenus et les dépenses de la MRC et s'appuie sur les normes comptables pour le secteur public publiées par CPA Canada.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers de la MRC et des organismes sous son contrôle, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des prêts et des placements, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les réclamations en justice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires pouvant être convertis en tout temps.

Placements

Les prêts et placements sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des principes comptables généralement reconnus sont présentés selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

D) Passifs**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité régionale de comté en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité régionale de comté comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes:

	<u>Durée</u>
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	10 à 40 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machineries, outillages et équipement	10 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La MRC et le CLD capitalisent les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la MRC ou du CLD à fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui s'y rattachent est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la MRC et/ou le CLD bénéficieront au cours des prochains exercices financiers (frais payés d'avance). Ces frais seront imputés aux charges au moment où la MRC et/ou le CLD bénéficieront des services acquis.

F) Revenus

Les charges constatées par la MRC dans l'exercice des compétences d'agglomération sont facturées aux municipalités et ville liées à l'agglomération. Les revenus découlant de cette facturation sont inscrits à titre de quotes-parts à l'état des résultats;

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible;

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus d'intérêts et les redevances sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients/contribuables ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la MRC est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime de retraite simplifié (RRS) offert par la MRC et le CLD est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins du FLI, FLS de même que pour les frais d'émission liés à la dette à long terme.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les placements de portefeuille constitués en fonds commun cotés sur un marché actif et les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé de gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans l'état des résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values.

L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouvrés.

Frais de financement

Les coûts de transaction et commissions relatifs aux instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur après leur comptabilisation initiale sont comptabilisés à titre de charge lorsqu'ils sont engagés.

J) Autres éléments

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023 :

Au cours de l'exercice, la Municipalité Régionale de Comté a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023.

Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie).

Conformément aux dispositions transitoires, cette nouvelle norme a fait l'objet d'une application prospective et n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés, la présentation ou les informations à fournir aux états financiers consolidés.

Mise en application de la note d'orientation NOSP-8 « Éléments incorporels achetés » du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023 :

Au cours de l'exercice, la Municipalité Régionale de Comté a adopté la note d'orientation NOSP-8 « Éléments incorporels achetés » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023.

Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Ce changement a été appliqué de façon prospective et n'a entraîné aucun impact sur les états financiers consolidés de la Municipalité Régionale de Comté puisqu'elle ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

Mise en application du chapitre SP 3160 « Partenariats public-privé » du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023 :

Au cours de l'exercice, la Municipalité Régionale de Comté a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3160 « Partenariats public-privé » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023.

Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par le gouvernement sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Municipalité Régionale de Comté en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les états financiers consolidés de la Municipalité Régionale de Comté puisqu'elle ne détient pas de partenariats public-privé.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 302 141	3 261 361
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	3 302 141	3 261 361
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	3 302 141	3 261 361
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 805 039	2 657 746
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Le total des sommes affectées correspond à l'encaisse du CLD auquel on ajoute le total des réserves financières au 31 décembre 2024.

Total de 2 805 039 \$ (2023 - 2 657 746 \$)

Encaisse du CLD: 345 659 \$ (2023 - 413 608 \$)

Fonds réservés FLI, FLS et PAU: 2 327 311 \$ (2023 - 2 107 404 \$)

Réserves financières TPI, auto-assurance: 132 069 \$ (2023 - 136 734 \$)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	802 249	554 831
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	36 348	39 012
Organismes municipaux	13	36 812	56 829
Autres			
▪ Autres comptes à recevoir	14.1	1 592 662	1 358 806
	15	2 468 071	2 009 478
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	686 390	687 316
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	230 891	196 316
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	80 868	
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	490 490	358 515
	27	802 249	554 831

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29	1 821 877	1 902 299
Autres			
▪	30.1		
	31	1 821 877	1 902 299
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	321 499	316 469

Note

FLI: 849 842 \$ (2023 - 720 366 \$)

FLS: 653 568 \$ (2023 - 525 305 \$)

PAU: 318 467 \$ (2023 - 656 628 \$)

Incertitude relative à la mesure

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses lors de l'établissement de la provision pour moins-value déduite des prêts. Ces estimations et hypothèses portent notamment sur la santé financière des débiteurs. Ils ont une incidence sur le montant comptabilisé à titre de provision pour moins-value déduite des prêts à l'état de la situation financière ainsi que sur le montant inscrit en provision recouvrée ou non à l'état des résultats. En raison des incertitudes reliées aux estimations, les résultats réels pourraient différer. Ainsi, l'évaluation de la provision pour placements pour moins-value déduite des prêts et la variation de la provision aux résultats reflètent la meilleure estimation de la direction en tenant compte de toute l'information disponible à la date de clôture.

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	5 455 418	5 743 308
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	5 455 418	5 743 308
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	200 000	200 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Le total des autres placements constituent des dépôts à terme de la MRC auquel on ajoute le dépôt à terme du CLD aux taux variant de 2.45 % à 4.30 % échéant entre 2025 et 2029.

Dépôt à terme du CLD: 200 000 \$ (2023 - 200 000 \$)

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note

9. Emprunts temporaires

s/o

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 790 568	1 838 003
Salaires et avantages sociaux	44	153 501	187 345
Dépôts et retenues de garantie	45		
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus à payer	47.1	11 018	12 074
	48	1 955 087	2 037 422

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres	54.1		
▪			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57	149 366	150 431
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres et CLD	62.1	492 953	725 569
▪ Transfert	62.2	2 217 093	2 104 346
	63	2 859 412	2 980 346

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	3,65	2031	2049	64	4 006 600	1 990 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66	3 296 681	3 156 681
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	7 303 281	5 147 381
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(32 878)	(5 808)
					72	7 270 403	5 141 573

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		523 300			523 300
2026	74		378 868			378 868
2027	75		379 365			379 365
2028	76		382 565			382 565
2029	77		385 765			385 765
2030 et plus	78		5 253 418			5 253 418
	79		7 303 281			7 303 281
Intérêts et frais accessoires	80		(	)	(	)
	81		7 303 281			7 303 281

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	177 993	152 967
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	2 599	2 855
	90	180 592	155 822

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101				
Eaux usées	102				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103				
Autres					
▪	104.1	607 015	2 387 830		2 994 845
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	1 118 427			1 118 427
Améliorations locatives	107	1 256 223	9 688		1 265 911
Véhicules	108	31 296	69 335		100 631
Ameublement et équipement de bureau	109	1 190 660	54 218	45 339	1 199 539
Machinerie, outillage et équipement divers	110	109 694	1 478		111 172
Terrains	111	100 500			100 500
Autres	112				
	113	4 413 815	2 522 549	45 339	6 891 025
Immobilisations en cours	114	1 962 190	(1 962 190)		
	115	6 376 005	560 359	45 339	6 891 025
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116				
Eaux usées	117				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118				
Autres					
▪	119.1	237 124	13 448		250 572
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	871 548	28 336		899 884
Améliorations locatives	122	442 833	81 658		524 491
Véhicules	123	31 297			31 297
Ameublement et équipement de bureau	124	986 713	57 236	45 063	998 886
Machinerie, outillage et équipement divers	125	55 288	35		55 323
Autres	126				
	127	2 624 803	180 713	45 063	2 760 453
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	3 751 202			4 130 572
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Abonnements et factures	143.1	127 648
▪ Assurances payées d'avance	143.2	16 094
Autres		
▪	144.1	
	145	143 742
		105 771

Note**19. Obligations contractuelles**

La MRC s'est engagée par contrats. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants (incluant les taxes) :

Aides financières aux organismes de la région

2025 - 245 009 \$

2026 - 25 000 \$

2027 - 25 000 \$

20. Droits contractuels**Programme de soutien au milieu municipal en patrimoine immobilier - Volets 1a et 2**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cadre d'un programme de subvention pour la culture, le Ministre de la culture et des communications s'est engagé à verser une somme de 762 000 \$ à la Municipalité régionale de Comté pour des travaux admissibles. À la date des états financiers, 290 048 \$ a été comptabilisée à titre de revenu et un solde de 471 952 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

Cautionnement

En vertu d'une résolution du conseil des maires, la MRC a cautionné des emprunts de la SÉMER. Le risque maximal que la MRC pourrait assumer s'établit à 9 750 000 \$. La direction estime que la probabilité que la MRC ait à engager des coûts significatifs en raison de ce cautionnement est faible.

En vertu d'une résolution du conseil des maires, la MRC a cautionné un emprunt de la Régie intermunicipale de l'Énergie du Bas-Saint-Laurent. Le risque maximal que la MRC pourrait assumer s'établit à 4 244 644 \$. La direction estime que la probabilité que la MRC ait à engager des coûts significatifs en raison de ce cautionnement est faible.

En vertu d'une résolution du conseil des maires, la MRC a cautionné des emprunts de la Société du parc côtier Kiskotuk. Le risque maximal que la MRC pourrait assumer s'établit à 295 326 \$. La direction estime que la probabilité que la MRC ait à engager des coûts significatifs en raison de ce cautionnement est faible.

B) Auto-assurance

Depuis l'exercice 2008, la MRC a créé un fonds destiné à l'assurance de l'Écocentre à raison de 5 000 \$ par année.

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présenté dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la MRC est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de marché et le risque de taux d'intérêt. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la MRC sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la MRC au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la MRC évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La MRC ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la MRC croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
En souffrance:	1 495 535 \$	1 263 254 \$
moins de 30 jours		
de 30 à 60 jours		
plus de 60 jours	755 891 \$	755 891 \$
	2 251 426 \$	2 019 145 \$
Moins la provision pour créances douteuses	(687 316) \$	(687 316) \$
	1 565 036 \$	1 331 829 \$

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	687 316 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	
Montants recouvrés	
Solde de fin	687 316 \$

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La MRC estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la MRC éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La MRC établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2024					
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	0				0
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	1 944 069				1 944 069
Intérêts courus à payer	11 018				11 018
Dettes	523 300	1 140 798	2 635 918	3 003 265	7 303 281
	2 478 387	1 140 798	2 635 918	3 003 265	9 258 368

2023					
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	1 809 220				1 809 220
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	2 025 348				2 025 348
Intérêts courus à payer	12 074				12 074
Dettes	195 100	584 600	399 000	3 968 681	5 147 381
	4 041 742	584 600	399 000	3 968 681	8 994 023

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La MRC est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la MRC est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la MRC a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposé à ce risque.

La MRC est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêts variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		742 010	742 010
Prêts	1 821 877		1 821 877
Placements de portefeuille	1 722 959	3 232 459	4 955 418
Passifs financiers			
Emprunts		0	0
Dettes	7 303 281		7 303 281

2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêts variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		772 896	772 896
Prêts	1 902 299		1 902 299
Placements de portefeuille	1 222 959	4 520 349	5 743 308
Passifs financiers			
Emprunts		1 809 220	1 809 220
Dettes	5 147 381		5 147 381

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 39 745 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (34 840 \$ en 2023).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3	5 216 142	6 305 513	6 180 064		6 180 064
Transferts	4	3 565 998	3 275 734	4 268 568		1 157 290
Services rendus	5	100 768	98 539	123 749		44 411
Imposition de droits	6	578 515	449 571	582 944		
Amendes et pénalités	7	39 375	46 000	40 628		
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	293 332	50 600	327 862		24 649
Autres revenus	10	4 213 920	3 407 188	3 460 786		10 040
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	14 008 050	13 633 145	14 984 601		1 236 390
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15			69 335		
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	(973 067)		2 025 957		
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	(973 067)		2 095 292		
	22	13 034 983	13 633 145	17 079 893		1 236 390
Charges						
Administration générale	23	1 717 963	2 028 697	1 964 410	104 435	
Sécurité publique	24	405 453	682 205	650 370	1 457	
Transport	25	1 405 446	1 324 190	1 508 386	13 448	
Hygiène du milieu	26	1 102 386	1 257 450	1 007 546	719	
Santé et bien-être	27	373 758	447 620	527 795	1 064	
Aménagement, urbanisme et développement	28	6 218 886	5 926 575	5 941 313	49 965	1 242 278
Loisirs et culture	29	2 014 246	2 506 986	2 797 583	349	
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	47 276	113 692	47 147		
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	169 210		171 437 (	171 437)	
	34	13 454 624	14 287 415	14 615 987		1 242 278
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(419 641)	(654 270)	2 463 906		(5 888)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(419 641)	(654 270)	2 463 906	(5 888)	2 458 018
Moins : revenus d'investissement	2	(973 067)	()	2 095 292	()	2 095 292
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	553 426	(654 270)	368 614	(5 888)	362 726
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	169 210		171 437	9 276	180 713
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6				276	276
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	169 210		171 437	9 552	180 989
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	767 653		641 699		641 699
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	9 648		136 219		136 219
	15	777 301		777 918		777 918
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			140 000		140 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(321 900)	(248 200)	(195 100)	()	(195 100)
	18	(321 900)	(248 200)	(55 100)		(55 100)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(118 421)	(124 750)	(114 115)	(14 064)	(128 179)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	556 633	465 103	465 103		465 103
Excédent de fonctionnement affecté	21	500 698	562 117	562 117		562 117
Réserves financières et fonds réservés	22	(761 640)		(944 477)		(944 477)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	5 808				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	183 078	902 470	(31 372)	(14 064)	(45 436)
	26	807 689	654 270	862 883	(4 512)	858 371
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 361 115		1 231 497	(10 400)	1 221 097

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	(973 067)	2 095 292		2 095 292
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	93 808)(	34 473)(	) (	34 473)
Sécurité publique	3 (	) (	) (	) (	)
Transport	4 (	) (	) (	) (	)
Hygiène du milieu	5 (	437 916)(	494 975)(	) (	494 975)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	23 218)(	16 847)(	14 064)(	30 911)
Loisirs et culture	8 (	1 395)(	) (	) (	)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	556 337)(	546 295)(	14 064)(	560 359)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	(378 317))(	2 723 457)(	) (	2 723 457)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14		2 211 000		2 211 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	118 421	114 115	14 064	128 179
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	594 750	697 500		697 500
	19	713 171	811 615	14 064	825 679
	20	535 151	(247 137)		(247 137)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(437 916)	1 848 155		1 848 155

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	Administration municipale	Administration municipale	2024 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 847 753		2 956 482	345 659	3 302 141
Débiteurs (note 5)	2	1 917 021		2 376 747	91 324	2 468 071
Prêts (note 6)	3	1 902 299		1 821 877		1 821 877
Placements de portefeuille (note 7)	4	5 543 308		5 255 418	200 000	5 455 418
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(4 160 871)		(2 134 914)		(2 134 914)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6					
Autres actifs financiers (note 8)	7					
	8	8 049 510		10 275 610	636 983	10 912 593
PASSIFS						
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9					
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 809 220				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 930 169		1 864 469	90 618	1 955 087
Revenus reportés (note 11)	12	2 764 601		2 675 770	183 642	2 859 412
Dette à long terme (note 12)	13	5 141 573		7 270 403		7 270 403
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14					
Autres passifs (note 14)	15					
	16	11 645 563		11 810 642	274 260	12 084 902
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(3 596 053)		(1 535 032)	362 723	(1 172 309)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations corporelles (note 15)	18	3 717 706		4 092 564	38 008	4 130 572
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19					
Stocks de fournitures	20					
Actifs incorporels achetés (note 17)	21					
Autres actifs non financiers (note 18)	22	99 305		127 332	16 410	143 742
	23	3 817 011		4 219 896	54 418	4 274 314
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 663 429		1 933 351	71 952	2 005 303
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 843 984		1 783 005	307 181	2 090 186
Réserves financières et fonds réservés	26	2 249 946		2 492 257		2 492 257
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	1 254 381) (		1 474 798) (	) (	1 474 798)
Financement des investissements en cours	28	(1 848 154)				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	(2 433 866)		(2 048 951)	38 008	(2 010 943)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30					
	31	220 958		2 684 864	417 141	3 102 005
Obligations contractuelles (note 19)						
Droits contractuels (note 20)						
Passifs éventuels (note 21)						
Actifs éventuels (note 22)						

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	2 893 953	2 544 142	3 394 825	3 218 227
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	655 996	533 740	716 681	689 598
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	2 796 342	2 561 125	1 518 225	2 962 177
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	113 692	41 339	41 339	41 468
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12		5 808	5 808	5 808
Autres frais de financement	13				
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	44 850	39 612	39 612	38 018
Transferts	15				
Autres	16	2 834 466	3 080 251	3 080 251	2 385 548
Autres					
Transferts	17	4 508 116	5 231 919	5 564 587	4 117 456
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		171 437	180 713	179 310
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21.1	440 000	406 614	406 614	118 570
	22	14 287 415	14 615 987	14 948 655	13 756 180

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	24 114	23 112
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	66 513	68 233
Autres revenus	3		
	4	90 627	91 345
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	74 481	2 396
Autres créances douteuses	7		
	8	74 481	2 396
Autres charges	9	1 099	1 751
	10	75 580	4 147
Excédent (déficit) de l'exercice	11	15 047	87 198
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 515 499	1 240 885
Placements de portefeuille	13	742 010	792 896
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	1 384 858	1 611 863
Provision pour moins-value	16	(216 544)	(234 868)
	17	1 168 314	1 376 995
	18	3 425 823	3 410 776
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	2 971 681	2 971 681
	22	2 971 681	2 971 681
Solde du Fonds local d'investissement	23	454 142	439 095
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	624 436	607 713
Supportant les engagements de prêts	25	46 250	66 250
Supportant les garanties de prêts	26	1 586 823	1 359 818
	27	2 257 509	2 033 781

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu
FLI régulier

Prêts portant intérêt au taux hypothécaire en vigueur au moment du déboursement du prêt, majoré d'un pourcentage variant de 0 % à 11.70 %, encaissables par versements mensuels variant de 0 \$ à 1 390 \$ incluant capital et intérêts, échéant entre 2025 et 2033.

Aide d'urgence aux PME

Prêts portant intérêt au taux de 3 %, encaissables par versements mensuels variant de 103 \$ à 1 101 \$ incluant capital et intérêts, échéant entre 2024 et 2029. Un moratoire en capital et intérêts variant de 0 à 12 mois est accordé à certains prêts.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note sur la dette à long terme

FLI régulier

Emprunt versé pour l'établissement d'un fonds local d'investissement, sans intérêts, remboursable à partir du 1er juin 2027 en fonction du solde du prêt consenti et qui n'a pas été investi au 31 décembre 2025.

Aide d'urgence aux PME

Emprunt versé aux fins du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises, sans intérêts, remboursable en un seul versement, échéant le 31 mars 2030.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Au 31 décembre 2024, le Fonds Local d'Investissement (FLI régulier) s'est engagé envers les entreprises pour un montant de 46 250 \$.

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

S/O

Note sur les autres revenus et les autres charges

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	57 461	50 488
Autres revenus	3		
	4	57 461	50 488
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	61 738	7 252
Autres créances douteuses	7		
	8	61 738	7 252
Intérêts sur la dette à long terme	9	10 324	15 203
Autres charges	10	958	891
	11	73 020	23 346
Excédent (déficit) de l'exercice	12	(15 559)	27 142
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	69 801	73 624
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15		
Prêts aux entreprises	16	758 525	606 907
Provision pour moins-value	17	(104 955)	(81 601)
	18	653 570	525 306
	19	723 371	598 930
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20		
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	325 000	185 000
	23	325 000	185 000
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	653 570	525 306
Excédent (déficit) non affecté	25	(255 199)	(111 376)
	26	398 371	413 930
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	43 551	7 374
Supportant les engagements de prêts	28	26 250	66 250
	29	69 801	73 624

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Prêts portant intérêt au taux hypothécaire en vigueur au moment du déboursement du prêt, majoré d'un pourcentage variant de 5.50 % à 11.70 %, encaissables par versements mensuels variant de 33 \$ à 1 221 \$ incluant capital et intérêts, échéant entre 2025 et 2033.

Note sur la dette à long terme

Emprunt remboursable au gré de l'emprunteur, portant intérêt au taux de 5 %, sans échéance.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Au 31 décembre 2023, le Fonds local de solidarité s'est engagé envers des entreprises pour un montant de 26 250 \$.

Note sur les autres revenus et les autres charges

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1	9 179	20 670
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	10 781	12 450
	3	19 960	33 120
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4	18 221	16 394
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6	1 739	2 726
	7	19 960	19 120
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
▪ Parc côtier Kiskotuk	8.1		14 000
	9		14 000
	10	19 960	33 120
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	150 974	152 744
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Provision pour créances douteuses	15	()	()
	16		
Autres	17		
	18	150 974	152 744
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	19		
Créditeurs et charges à payer	20	1 608	2 313
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	21	34 043	35 336
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	22	115 323	115 095
Autres	23		
Autres	24		
	25	150 974	152 744
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	26		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 005 303	1 734 281
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 090 186	2 162 665
Réserves financières et fonds réservés	3	2 492 257	2 249 946
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 474 798)(	1 254 381)
Financement des investissements en cours	5		(1 848 154)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	(2 010 943)	(2 400 370)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	3 102 005	643 987

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	1 933 351	1 663 429
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	71 952	70 852
	11	2 005 303	1 734 281

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Évaluation municipale	12.1	504 373	556 013
▪ Inspection et transport	12.2	54 657	7 726
▪ Prévention sécurité incendie	12.3	225 694	156 822
▪ Réseau télécommunication	12.4	92 963	81 355
▪ Éolien, MR et séc. publique	12.5	515 479	588 331
▪ Développement rural	12.6	357 397	358 466
▪ Développement social	12.7	32 442	95 271
	13	1 783 005	1 843 984
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Projets spéciaux	14.1	135 000	173 000
▪ Projets initiatives	14.2	15 031	23 531
▪ Fonds relève	14.3	157 150	122 150
	15	307 181	318 681
	16	2 090 186	2 162 665

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21		
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27	2 257 509	2 033 780
Fonds local de solidarité	28	69 801	73 624
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29		
Autres			
▪ Fonds terres publiques (TP)	30.1	52 069	61 734
▪ Fonds auto-assurance, frais fin	30.2	112 878	80 808
	31	2 492 257	2 249 946
	32	2 492 257	2 249 946

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	3 296 681)(
Autres		3 156 681)
▪	55.1 (	)(
	56 (	3 296 681)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	1 821 883
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	1 902 300
Autres		
▪	61.1	
	62	1 821 883
	63 (	1 902 300
	1 474 798)(	1 254 381)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65 (	)(	1 848 154)
	66		(1 848 154)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	4 130 572	3 751 202
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69	1 821 877	1 902 299
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	(2 134 914)	(4 160 871)
	72	3 817 535	1 492 630
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	3 817 535	1 492 630
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	7 270 403)(	5 141 573)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	32 878)(	5 808)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	3 296 681	3 156 681
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	4 006 600)(	1 990 700)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	1 821 878)(	1 902 300)
	82 (	5 828 478)(	3 893 000)
	83	(2 010 943)	(2 400 370)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite simplifié offert aux employés permanents de la MRC de Rivière-du-Loup. L'employeur contribue 0.40% de plus que les employés jusqu'à un maximum de 6 % sur le salaire brut (7 % pour les cadres).

Régime de retraite simplifié offert aux employés du Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup. L'employeur cotise au même taux que les employés jusqu'à un maximum de 6 % du salaire.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	177 993	152 967
	110	177 993	152 967

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	816	847
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	2 599	2 855
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	2 599	2 855

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	68 399	68 399	113 789
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	42 542	42 542	85 440
Sécurité civile	51			
Autres	52	114 551	114 551	326 026
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53			
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57	642 684	642 684	572 502
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70	36 820	36 820	36 820
Autres	71			
Cours d'eau	72			22 928
Protection de l'environnement	73			
Autres	74	23 105	23 105	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75		
Autres	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		
Rénovation urbaine	80	293 760	293 760
Promotion et développement économique	81	625 855	873 535
Autres	82	1 456 374	1 456 374
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83	408 126	408 126
Activités culturelles			
Bibliothèques	84		
Autres	85		
Réseau d'électricité	86		
	87	3 712 216	3 959 896
			3 283 992

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94			
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112	69 335	69 335	
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124		
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité	127		
	128	69 335	69 335

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132	372 241	372 241	350 280
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134	184 111	184 111	184 111
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	556 352	556 352	534 391
TOTAL DES TRANSFERTS	140	4 337 903	4 585 583	3 818 383

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141	54 018	54 018	46 470
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	54 018	54 018	46 470
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	42 369	42 369	17 753
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	42 369	42 369	17 753
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166	12 302	12 302	26 424
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	12 302	12 302	26 424

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
	Habitation			
	Logement social	170		
	Autres	171		
	Autres	172		
		173		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	174		
	Rénovation urbaine	175		
	Promotion et développement économique	176		
	Autres	177		
		178		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	179		
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	180		
	Autres	181		
		182		
Réseau d'électricité		183		
		184	108 689	108 689
				90 647

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185	3 600	3 600	1 908
Évaluation	186			576
Autres	187			
	188	3 600	3 600	2 484
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199	9 140	9 140	2 010
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202	1 545	1 545	4 019
	203	10 685	10 685	6 029
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222		44 411	20 269
Autres	223	775	775	1 608
	224	775	45 186	21 877
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225			
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228			
Réseau d'électricité	229			
	230	15 060	59 471	30 390
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	123 749	168 160	121 037

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	5 232	5 232	5 088
Droits de mutation immobilière	233			
Droits sur les carrières et sablières	234	544 953	544 953	513 418
Autres	235	32 759	32 759	60 009
	236	582 944	582 944	578 515
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	40 628	40 628	39 375
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	327 862	352 511	316 814
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(276)	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			53 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	3 460 786	3 471 102	4 170 620
	250	3 460 786	3 470 826	4 223 620
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	190 400		190 400	190 400	185 212
Greffé et application de la loi	2	46 271		46 271	46 271	38 388
Gestion financière et administrative	3	1 076 947	75 804	1 152 751	1 152 751	998 663
Évaluation	4	650 792	28 631	679 423	679 423	597 260
Gestion du personnel	5					
Autres						
▪	6.1					
	7	1 964 410	104 435	2 068 845	2 068 845	1 819 523
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8					
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	577 685	1 457	579 142	579 142	340 252
Sécurité civile	11					
Autres	12	72 685		72 685	72 685	66 699
	13	650 370	1 457	651 827	651 827	406 951
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	526 029		526 029	526 029	505 158
Enlèvement de la neige	15					
Éclairage des rues	16					
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	947 504		947 504	947 504	866 060
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	34 853	13 448	48 301	48 301	47 676
	22	1 508 386	13 448	1 521 834	1 521 834	1 418 894

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27				
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30	3 459	3 459	3 459	(11 249)
Matières organiques					
Collecte et transport	31	159 755	159 755	159 755	171 244
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35	784 085	784 085	784 085	789 946
Autres	36				
Cours d'eau	37	60 247	719	60 966	153 406
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	1 007 546	719	1 008 265	1 103 347
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41				
Autres	42				
Sécurité du revenu	43				
Autres	44	527 795	1 064	528 859	375 530
	45	527 795	1 064	528 859	375 530

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	946 278	45 283	991 561	991 561	1 313 544
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48	299 987		299 987	299 987	122 114
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	1 008 318		1 008 318	1 389 590	1 137 533
Tourisme	50					
Autres	51	1 835 098	4 682	1 839 780	1 791 176	1 115 150
Autres	52	1 851 632		1 851 632	1 851 632	2 881 771
	53	5 941 313	49 965	5 991 278	6 323 946	6 570 112
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54					
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 149 674		1 149 674	1 149 674	965 423
Piscines, plages et ports de plaisance	56	408 235		408 235	408 235	288 058
Parcs et terrains de jeux	57	141 047		141 047	141 047	(8 192)
Parcs régionaux	58	102 002		102 002	102 002	42 943
Expositions et foires	59					
Autres	60	97 890		97 890	97 890	84 184
	61	1 898 848		1 898 848	1 898 848	1 372 416
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65	592 566	349	592 915	592 915	356 974
Autres	66	306 169		306 169	306 169	285 157
	67	898 735	349	899 084	899 084	642 131
	68	2 797 583	349	2 797 932	2 797 932	2 014 547

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	41 339		41 339	41 339	41 468
Autres frais	71	5 808		5 808	5 808	5 808
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73					
	74	47 147		47 147	47 147	47 276
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	171 437 (	171 437)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme consolidé	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	9
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement non consolidés	10
Analyse de la rémunération non consolidée	11
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	12
Frais de financement non consolidés par activités	13
Rémunération des élus	14

Autres renseignements

Questionnaire	15
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1			
	Usines de traitement de l'eau potable	2			
	Usines et bassins d'épuration	3			
	Conduites d'égout	4			
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6			
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8			
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10			
	Autres infrastructures	11	425 640	425 640	437 916
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13			
	Édifices communautaires et récréatifs	14			
	Améliorations locatives	15	9 688	9 688	52 242
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	69 335	69 335	
	Ameublement et équipement de bureau	18	40 154	54 218	4 625
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 478	1 478	61 920
	Terrains	20			
	Autres	21			
		22	546 295	560 359	556 703

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	425 640	425 640	437 916
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	120 655	134 719	118 787
	12	546 295	560 359	556 703

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 896 000		184 000	1 712 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	94 700	2 211 000	11 100	2 294 600
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 990 700	2 211 000	195 100	4 006 600
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	3 099 171	140 000		3 239 171
Autres	17	57 510			57 510
	18	3 156 681	140 000		3 296 681
	19	5 147 381	2 351 000	195 100	7 303 281
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	5 147 381	2 351 000	195 100	7 303 281

Note

s/o

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	7 303 281
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	3 296 681
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	4 006 600
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	13	
	14	4 006 600

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	4 006 600

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	4 006 600
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
12057	Municipalité de Cacouna	1.1	193 391
12043	Municipalité de L'Isle-Verte	1.2	237 840
12045	Paroisse de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	1.3	24 312
12080	Municipalité de Notre-Dame-du-Portage	1.4	228 946
12072	Ville de Rivière-du-Loup	1.5	2 173 422
12015	Ville de Saint-Antonin	1.6	362 907
12065	Paroisse de Saint-Arsène	1.7	113 546
12005	Municipalité de Saint-Cyprien	1.8	123 437
12030	Municipalité de Saint-Épiphanie	1.9	98 544
12025	Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Viger	1.10	44 561
12010	Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1.11	211 055
12020	Municipalité de Saint-Modeste	1.12	107 348
12035	Municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix	1.13	87 291
		2	4 006 600

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	416 959	477 849
Frais de financement	4	129 336	78 488
Autres	5		
	6	546 295	556 337

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
Ensemble des municipalités			
12057	Municipalité de Cacouna	1.1	226 190
12043	Municipalité de L'Isle-Verte	1.2	127 272
12045	Paroisse de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	1.3	25 610
12080	Municipalité de Notre-Dame-du-Portage	1.4	204 625
12072	Ville de Rivière-du-Loup	1.5	3 021 272
12015	Ville de Saint-Antonin	1.6	401 781
12065	Paroisse de Saint-Arsène	1.7	116 951
12005	Municipalité de Saint-Cyprien	1.8	65 205
12030	Municipalité de Saint-Épiphanie	1.9	59 670
12025	Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Viger	1.10	17 859
12010	Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1.11	112 564
12020	Municipalité de Saint-Modeste	1.12	101 996
12035	Municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix	1.13	22 438
		2	4 503 433
Certaines municipalités			
12057	Municipalité de Cacouna	3.1	131 937
12043	Municipalité de L'Isle-Verte	3.2	101 902
12045	Paroisse de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	3.3	25 710
12080	Municipalité de Notre-Dame-du-Portage	3.4	132 251
12072	Ville de Rivière-du-Loup	3.5	387 166
12015	Ville de Saint-Antonin	3.6	249 598
12065	Paroisse de Saint-Arsène	3.7	99 444
12005	Municipalité de Saint-Cyprien	3.8	105 653
12030	Municipalité de Saint-Épiphanie	3.9	81 048
12025	Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Viger	3.10	32 759
12010	Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	3.11	182 166
12020	Municipalité de Saint-Modeste	3.12	81 366
12035	Municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix	3.13	65 631
		4	1 676 631
		5	6 180 064

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	627 345	540 245
Évaluation	2	549 218	511 638
Autres	3		
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	5		
Autres	6	359 420	128 286
Sécurité civile	7		
Autres	8	87 453	32 576
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	9		
Enlèvement de la neige	10		
Autres	11		
Transport collectif	12	127 540	115 369
Autres	13	30 315	32 354
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	14		
Réseau de distribution de l'eau potable	15		
Traitement des eaux usées	16		
Réseaux d'égout	17		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	18		
Matières recyclables	19	967 743	908 463
Autres	20		
Cours d'eau	21	80 725	60 725
Protection de l'environnement	22		
Autres	23		
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	24		
Autres	25		
Autres	26		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	27	494 701	592 133
Rénovation urbaine	28		
Promotion et développement économique	29	385 264	346 880
Autres	30		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	31	2 283 990	1 764 293
Activités culturelles			
Bibliothèques	32		
Autres	33	186 350	183 180
	34	6 180 064	5 216 142

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,00	34,00	9 217,00	509 482	114 087	623 569
Professionnels	2	30,00	34,00	44 217,00	1 571 972	337 925	1 909 897
Cols blancs	3	5,00	34,00	8 619,00	298 469	66 835	365 304
Cols bleus	4						
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	40,00		62 053,00	2 379 923	518 847	2 898 770
Élus	9	13,00			164 219	14 893	179 112
	10	53,00			2 544 142	533 740	3 077 882

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	642 684				642 684
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	3 625 884	69 335			3 695 219
	7	4 268 568	69 335			4 337 903

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	863	963
	4	863	963
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11		
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27		
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	35 960	31 110
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	10 324	15 203
Autres	36		
	37	46 284	46 313
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité			
	42		
	43	47 147	47 276

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Lagacé	1.1	Préfet	7 460	3 730	53 629	15 439
Louis-Marie Bastille	1.2	Préfet suppléant	9 640	4 820	10 501	4 667
Yvon Caron	1.3	Maire	5 410	2 705	4 616	2 052
Michel Nadeau	1.4	Maire	28 877	14 439	7 154	3 179
Vincent More	1.5	Maire	9 125	4 563	5 250	2 334
Mario Lebel	1.6	Maire	8 528	4 264	4 616	2 052
Louise Newbury	1.7	Maire	4 257	2 128	3 982	1 770
Ginette Caron	1.8	Maire	12 052	6 026	3 982	1 770
Jérôme Dancause	1.9	Maire	1 861	916	1 194	531
Josée Ouellet	1.10	Maire	11 790	5 895	6 519	2 898
Mario Bastille	1.11	Maire	83 665	19 422	12 977	
Suzanne Rhéaume	1.12	Maire	17 120	10 894	5 250	2 334
Rachelle Caron	1.13	Maire	7 255	5 398	3 982	1 770
Johanne Charron	1.14	Maire suppléant	5 913	3 542	1 317	585
Daniel Vocelle	1.15	Maire	2 201	1 690	1 327	590

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 _____ 526 029 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ 17 557 \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ 43 147 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ 76 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ 1 400 504 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ 461 533 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ 143 064 \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ 1 861 088 \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ 949 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ 1 399 555 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ 2 026 412 \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ 2 026 412 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

La question 16 s'applique aux MRC seulement

16. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

98

☐☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

☐☒

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☐☒

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4

☒☐

5

☒☐

6

☒☐

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-19

Nom du signataire : Patricia Trudel

Fonction du signataire : Dir. générale et greffière-trésorière

Date de transmission au Ministère : 2025-06-20

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-20 10:49

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus					
Fonctionnement	1	14 008 050	13 633 145	14 984 601	15 311 381
Investissement	2	(973 067)		2 095 292	2 095 292
	3	13 034 983	13 633 145	17 079 893	17 406 673
Charges	4	13 454 624	14 287 415	14 615 987	14 948 655
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(419 641)	(654 270)	2 463 906	2 458 018
Moins : revenus d'investissement	6 (	(973 067))	(	2 095 292)	2 095 292)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	553 426	(654 270)	368 614	362 726
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	169 210		171 437	180 713
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			140 000	140 000
Remboursement de la dette à long terme	10 (	321 900)	248 200)	195 100)	195 100)
Affectations					
Activités d'investissement	11 (	118 421)	124 750)	114 115)	128 179)
Excédent (déficit) accumulé	12	301 499	1 027 220	82 743	82 743
Autres éléments de conciliation	13	777 301		777 918	778 194
	14	807 689	654 270	862 883	858 371
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 361 115		1 231 497	1 221 097

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 847 753	2 956 482	3 302 141
Débiteurs	2	1 917 021	2 376 747	2 468 071
Prêts	3	1 902 299	1 821 877	1 902 299
Placements de portefeuille	4	5 543 308	5 255 418	5 455 418
Autres	5	(4 160 871)	(2 134 914)	(4 160 871)
	6	8 049 510	10 275 610	10 912 593
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	1 809 220		1 809 220
Créditeurs et charges à payer	9	1 930 169	1 864 469	1 955 087
Revenus reportés	10	2 764 601	2 675 770	2 859 412
Dette à long terme	11	5 141 573	7 270 403	7 270 403
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	11 645 563	11 810 642	12 084 902
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(3 596 053)	(1 535 032)	(1 172 309)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	3 717 706	4 092 564	4 130 572
Autres	17	99 305	127 332	143 742
	18	3 817 011	4 219 896	4 274 314
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	1 663 429	1 933 351	2 005 303
Excédent de fonctionnement affecté	20	1 843 984	1 783 005	2 090 186
Réserves financières et fonds réservés	21	2 249 946	2 492 257	2 492 257
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	1 254 381)(	1 474 798)(	1 474 798)(
Financement des investissements en cours	23	(1 848 154)		(1 848 154)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	(2 433 866)	(2 048 951)	(2 010 943)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	220 958	2 684 864	3 102 005

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Évaluation municipale	1.1	504 373	556 013
▪ Inspection et transport	1.2	54 657	7 726
▪ Prévention sécurité incendie	1.3	225 694	156 822
▪ Réseau télécommunication	1.4	92 963	81 355
▪ Éolien, MR et séc. publique	1.5	515 479	588 331
▪ Développement rural	1.6	357 397	358 466
▪ Développement social	1.7	32 442	95 271
	2	1 783 005	1 843 984
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	307 181	318 681
	4	2 090 186	2 162 665
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7		
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9		
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11	2 257 509	2 033 780
Fonds local de solidarité	12	69 801	73 624
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13		
Autres			
▪ Fonds terres publiques (TP)	14.1	52 069	61 734
▪ Fonds auto-assurance, frais fin	14.2	112 878	80 808
	15	2 492 257	2 249 946
	16	4 582 443	4 412 611

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	4 006 600
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	4 006 600
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total	Total
		consolidé	consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	2 294 600	94 700
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 712 000	1 896 000
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	3 296 681	3 156 681
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	7 303 281	5 147 381

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration	Administration	Administration	Total
		municipale	municipale	municipale	consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12				
Compensations tenant lieu de taxes	13				
Quotes-parts	14	5 216 142	6 305 513	6 180 064	6 180 064
Transferts	15	3 565 998	3 275 734	4 268 568	4 516 248
Services rendus	16	100 768	98 539	123 749	168 160
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	617 890	495 571	623 572	623 572
Autres	18	4 507 252	3 457 788	3 788 648	3 823 337
	19	14 008 050	13 633 145	14 984 601	15 311 381
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22			69 335	69 335
Autres	23	(973 067)		2 025 957	2 025 957
	24	(973 067)		2 095 292	2 095 292
	25	13 034 983	13 633 145	17 079 893	17 406 673

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	1 964 410	104 435	2 068 845	2 068 845	1 819 523
Sécurité publique						
Police	2					
Sécurité incendie	3	577 685	1 457	579 142	579 142	340 252
Autres	4	72 685		72 685	72 685	66 699
Transport						
Réseau routier	5	526 029		526 029	526 029	505 158
Transport collectif	6	947 504		947 504	947 504	866 060
Autres	7	34 853	13 448	48 301	48 301	47 676
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8					
Matières résiduelles	9	947 299		947 299	947 299	949 941
Autres	10	60 247	719	60 966	60 966	153 406
Santé et bien-être	11	527 795	1 064	528 859	528 859	375 530
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	946 278	45 283	991 561	991 561	1 313 544
Promotion et développement économique	13	2 843 416	4 682	2 848 098	3 180 766	2 252 683
Autres	14	2 151 619		2 151 619	2 151 619	3 003 885
Loisirs et culture	15	2 797 583	349	2 797 932	2 797 932	2 014 547
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	47 147		47 147	47 147	47 276
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	14 444 550	171 437	14 615 987	14 948 655	13 756 180
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	171 437 (	171 437)			
	21	14 615 987		14 615 987	14 948 655	13 756 180

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	(973 067)	2 095 292		2 095 292
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	556 337)(	546 295)(	14 064)(	560 359)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	(378 317))(	2 723 457)(	)	2 723 457)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		2 211 000		2 211 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	118 421	114 115	14 064	128 179
Excédent accumulé	6	594 750	697 500		697 500
	7	535 151	(247 137)		(247 137)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(437 916)	1 848 155		1 848 155

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14